

le 12 août 2010

Membres du Conseil exécutif de l'UNESCO
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

cc : Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Objet: Remise en cause du Prix international UNESCO-Obiang pour la Recherche en Sciences de la Vie

Mesdames, Messieurs,

Nous avons appris qu'à la suite de la réunion d'information tenue le 15 juin à Paris, le Conseil exécutif discutera du Prix international UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la Recherche en Sciences de la Vie lors de sa prochaine session en octobre. Nous vous écrivons pour vous encourager à utiliser cette occasion pour annuler définitivement ce prix.

Nous apprécions les mesures prises le 15 juin par la direction de l'UNESCO, y compris par la Directrice générale, Irina Bokova, et les membres du Conseil exécutif, reportant l'attribution du Prix UNESCO-Obiang afin de permettre des consultations complémentaires, suite aux objections et aux préoccupations soulevées par des scientifiques, des défenseurs de la liberté de presse, des universitaires, des professionnels de la santé publique, des lauréats du prix Nobel, des lauréats de Prix décernés par l'UNESCO, des gouvernements, des parlementaires et de la société civile mondiale.

Un prix portant le nom du Président Obiang ou subventionné par des fonds qu'il fournirait enfreint les principes et objectifs mis en avant par l'UNESCO, en particulier dans ses prix.

Selon un rapport sur les prix publié par l'UNESCO en 2005, « chaque Prix de l'UNESCO porte une valeur morale et symbolique » et les communications au sujet des prix devrait « contribuer à améliorer le profil, le prestige et l'impact de l'Organisation ». Or le bilan déplorable du Président Obiang en ce qui concerne les droits de l'homme, la liberté de la presse, et le développement a fait l'objet de rapports détaillés rédigés par divers organes de l'ONU ainsi que par d'autres sources crédibles.

Le gouvernement de Président Obiang a été vigoureusement condamné pour ses violations des droits de l'homme, dont le recours systématique à la torture dans des centres de détention documenté par le rapporteur spécial sur la torture de l'ONU. Le gouvernement a été également condamné pour son contrôle de la presse; la censure officielle avant la publication d'articles ou ouvrages, ainsi que l'autocensure résultant de la surveillance permanente et la pression sur les journalistes et les médias, empêchent le public d'obtenir une information même basique sur le fonctionnement de leur gouvernement. La mauvaise réputation du gouvernement d'Obiang en matière de corruption est justifiée par les conclusions des enquêtes menées par plusieurs gouvernements étrangers. Malgré la richesse de la Guinée équatoriale grâce à ses ressources

naturelles—reflété par le PIB par habitant le plus élevé en Afrique subsaharienne—ses indicateurs de santé et développement sont extrêmement faibles, au même niveau que certains des pays les plus pauvres dans la région et le monde. De plus, l'UNESCO nota dans son rapport de 2010, « Education pour Tous, » que malgré l'amélioration de l'accès de l'éducation dans la plupart des pays, le taux de scolarisation primaire en Guinée équatoriale a diminué de 89 pour cent en 1999, à 67 pour cent en 2007.

Il serait indéfendable pour l'UNESCO de décerner un prix qui porte le nom de Président Obiang ou qui est financé par ses fonds, qui pourraient provenir d'une exploitation illégitime des ressources naturelles du pays. Selon les normes de droits d'homme, y compris celles définies dans la Charte africaine des Droits de l'Homme, la richesse du pays devrait être utilisée pour bénéficier au peuple. Au lieu de cela, le Président Obiang et le cercle formé par sa famille et ses proches associés vivent dans un luxe financé par l'exploitation des ressources naturelles, tandis que la grande majorité des citoyens de la Guinée équatoriale vivent quotidiennement dans la misère.

Par conséquent, les soussignés vous demandent de faire votre possible pour abolir le Prix d'Obiang et de refuser toute autre proposition qui envisagerait l'établissement d'un prix associé au nom du Président Obiang ou financé par son argent. Nous vous demandons aussi d'aider l'UNESCO à s'assurer que les 3 millions de dollars offerts par Président Obiang seront utilisés dans les domaines de l'éducation de la santé en Guinée équatoriale, et pour renforcer les autres droits fondamentaux des citoyens de ce pays. De telles dépenses devront être engagées par le biais d'un dispositif clair et transparent, compte tenu du niveau élevé de la corruption officielle dans ce pays.

Nous avons noté l'allusion faite le 15 juin par Mme Bokova à un groupe de travail créé pour recommander la modification des critères de prix, sur lequel elle présentera un rapport lors de la session d'octobre de la commission. À cet égard, nous vous encourageons fortement à utiliser cette période de consultation pour reformer le processus général d'établissement de prix de l'Unesco, afin d'éviter la création de tout prix qui enfreindrait la mission de l'UNESCO, y compris en matière de droits de l'homme.

Nous vous remercions pour votre attention ainsi que pour le travail que vous accomplissez pour l'UNESCO et votre défense des idéaux visés par cette organisation.

Vous pouvez contacter les soussignés par l'intermédiaire de M. Tutu Alicante, Directeur exécutif de EG Justice: tutu@egjustice.org.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Carlos Gomes N'Gondi Sucami, Directeur Général
Acção para o Desenvolvimento Pesquisa e Cooperação Internacional (Angola)

Tamara M. Kaleeva, Présidente
Adil Soz - International Foundation for Protection of Freedom of Speech (Kazakhstan)

Gerald LeMelle, Directeur Exécutif
Africa Action (États-Unis)

Tatsuo Hayashi, Président
Africa Japan Forum (Japon)

Rev. Dr. James A. Kirkwood, Administrateur
AfricaFiles (Canada)

Nkolo Ayissi Ernest, Président Délégué et Fondateur
AGAGES Management Consultants (Cameroun)
et
Coordinateur National
Publish What You Pay-Cameroon (Cameroun)

Sohaila Abdulali, Directrice de Communications
AIDS-Free World (États-Unis)

Lida M. Núñez, Secrétaire Exécutive
Alliance of Social Organizations for Cooperation for Peace and Democracy in Colombia (Colombie)

Dr. Bruno Rakotoarison, Secrétaire Général
Alliance Pour L'Éducation des Citoyens (Madagascar)

Martine Laplante, Présidente
Les Amis de la Terre-France (France)

Agnès Callamard, Directrice Exécutive
Article 19 (International)

Wong Kai Shing, Directeur Exécutif
Asian Legal Resource Center (Hong Kong)

Veridiana Sedeh, Directrice Exécutive
Associação Brasileira de Jornalismo Investigativo (Brésil)

Fatima Proença, Directrice
Associação para a Cooperação Entre os Povos (Portugal)

Agnès Ebo'o, Coordinatrice
L'association Initiatives de Gouvernance Citoyenne (Cameroun)

Wesley Gibbings, Président
Association of Caribbean MediaWorkers (Trinité-et-Tobago)

Steve Buckley, Président
Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (International)

William Bourdon, Président
Association Sherpa (France)

Nabeel Rajab, Président
Bahrain Center for Human Rights (Bahreïn)

Robert Russell, Directeur Exécutif
Cartoonists Rights Network International (États-Unis)

Ignacio Saiz, Directeur Exécutif
Center for Economic and Social Rights (International)

Dr. Robert S. Lawrence, Directeur
Center for a Livable Future, John Hopkins Bloomberg School of Public Health (États-Unis)

Malcolm W. Joseph, Directeur Exécutif
Center for Media Studies and Peace Building (Libéria)

Dr. Chris Beyrer, Directeur
Center for Public Health and Human Rights at Johns Hopkins University (États-Unis)

Prof. Frans Viljoen, Directeur
Centre for Human Rights, University of Pretoria (Afrique du Sud)

Dr. Pascal Touoyem, Directeur
Centre Interdisciplinaire pour le Développement et les Droits Humains (Cameroun)

Ileana Alamilla, Directrice
Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala (Guatemala)

Brisa Maya Solis Ventura, Directrice
Centro Nacional de Comunicación Social (Mexique)

Bernd Nilles, Secrétaire Général
CIDSE (Belgique)

Gustavo Gallón, Directeur
Colombian Commission of Jurists (Colombie)

Hugo Castelli, Coordinateur de Publish What You Pay
La Comisión de Movimientos Sociales de Iglesia de Base de Madrid (Espagne)

Guy Aurenche, Président
Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (France)

Brice Mackosso, Secrétaire Permanent
Commission Diocésaine Justice et Paix Pointe Noire (République du Congo)

Joel Simon, Directeur Exécutif
Committee to Protect Journalists (International)

Modeste Gonda, Président
Conseil Inter ONG en Centrafrique (République Centrafricaine)

Bubelwa Kaiza, Directeur Exécutif
Concern for Development Initiatives in Africa (Tanzanie)
et Coordinateur
Publish What You Pay-Tanzanie (Tanzanie)
et Coordinateur
Tanzania Transparency Forum (Tanzanie)

Alfredo González-Ruibal, Docteur, Personnel scientifique
Consejo Superior de Investigaciones Cientificas (Espagne)

Andrew Feinstein, Directeur Fondateur
Corruption Watch (Royaume-Uni)

Togzhan Kizatova, Présidente
Demos (Kazakhstan)

Ka Hsaw Wa, Fondateur et Directeur Exécutif
EarthRights International (Thaïlande et États-Unis)

Tutu Alicante, Directeur Exécutif
EG Justice (États-Unis)

Kifle Mulat, Président
Ethiopian Free Press Journalists' Association (Ethiopie)

Masako Tsuchiya, Représentante de Harmony Productions
FAN3-fan saba (Japon)

Aidan White, Secrétaire Général
Fédération International de Journalistes (International)

Leonie Kiangu, Coordinatrice Nationale
Femme et Justice Economique (République Démocratique du Congo)

Emira Woods, Co-directrice
Foreign Policy in Focus (États-Unis)

Andrés D´Alessandro, Directeur Exécutif
Foro de Periodismo Argentino (Argentine)

Moussa Iboun Conté, Président
Forum des Editeurs Guinéens (République de Guinée)

Seetha Ranjane, Secrétaire Générale / Coordinatrice par Intérim
Free Media Movement - Sri Lanka (Sri Lanka)

Paula Schriefer, Directrice de l'Action Sociale
Freedom House (International)

Andrés Morales, Directeur Exécutif
Fundación para la Libertad de Prensa (Colombie)

José Julio Martín-Sacristán Núñez, Directeur Général
Fundación Sur (Espagne)

Maria Koulouris, Directrice de programme, Ressources naturelles et Droits humains
Global Rights (International)

Simon Taylor, Directeur
Global Witness (International)

Alicia Campos Serrano, Directeur de Recherche
Grupo de Estudios Africanos de la Universidad Autónoma de Madrid (Espagne)

Javier Azpur, Coordinateur Exécutif
Grupo Propuesta Ciudadana (Pérou)

Mila Rosenthal, Directrice Exécutive
HealthRight International (International)

Kikue Sugimoto, Administratrice de Programme
Human Network Mali (Japon)

Eric Stover, Directeur de Faculté
Human Rights Center, University of California, Berkeley (États-Unis)

Kazuko Ito, Secrétaire General
Human Rights Now (Japon)

Kenneth Roth, Directeur Exécutif
Human Rights Watch (International)

Jeremie D. Smith, Directeur du Bureau de Genève
L'Institut de Caire pour des Droits de l'Homme (Égypte)

Anna Ognyanik, Éditrice en Français et en Anglais
Institute of Mass Information (Ukraine)

Ricardo Uceda, Directeur Exécutif
Instituto Prensa y Sociedad (International)

Julio E. Muñoz, Directeur Exécutif
Inter American Press Association (International)

Alison Bethel McKenzie, Directrice par Intérim
International Press Institute (International)

Annie Game, Directrice Exécutive
Journalistes Canadiens pour la Liberté de l'Expression (Canada)

Andrew Grant-Thomas, Sous-directeur
Kirwan Institute for the Study of Race and Ethnicity (États-Unis)

Ernest Mpararo, Président
La Ligue Congolaise de Lutte contre la Corruption (République Démocratique du Congo)

Chris Warren, Secrétaire Fédéral
Media, Entertainment and Arts Alliance (Australie)

Kwame Karikari, Directeur Exécutif
Media Foundation for West Africa (Ghana)

David Makali, Directeur
The Media Institute (Kenya)

Mamadú Queta, Vice-président
Movimento Nacional da Sociedade Civil para a Paz (Guinée-Bissau)

James A. Goldston, Directeur Exécutif
Open Society Justice Initiative (International)

Eric Sottas, Secrétaire Général
Organisation Mondiale Contre la Torture (International)

Owais Aslam Ali, Secrétaire Général
Pakistan Press Foundation (Pakistan)

Mousa Rimawi, Directeur
Palestinian Center for Development and Media Freedoms (Territoires Palestiniens Occupés)

Bernard Taylor, Directeur Exécutif
Partenariat Afrique Canada (Canada)

Max M. de Mesa, Président

Philippine Alliance of Human Rights Advocates (Philippines)

Frank Donaghue, Chef de la Direction
Physicians for Human Rights (États-Unis)

Marat Tokoiev, Président
Public Association “Journalists” (Kirghizistan)

Christian Mounzeo, Président
Rencontre pour la Paix et les Droits de l’Homme (République du Congo)

Jean-François Julliard, Secrétaire Général
Reporters sans Frontières (International)

Toshiyuki Takabayashi, Chercheur en chef
Research Center for Western Sahara Affairs (Japon)

Caroline Morel, Directrice
SWISSAID (Suisse)

Shigemi Yagi, Directeur
Tama African Center (Japon)

Paul Cook, Directeur de l’Action Sociale et des Médias
Tearfund (Royaume-Uni)

Maurice Ouma Odhiambo, Coordinateur des Programmes
Ujamaa Centre (Kenya)

Ndey Tapha Sosseh, Coordinatrice du Projet Renforcement des Capacités
Union des Journalistes de l’Afrique de l’Ouest (International)

Christoph Riess, Directeur Général du Groupe
World Association of Newspapers and News Publishers (International)

Ronald Koven, Représentatif Européen
World Press Freedom Committee (International)

Barbara Nöst, Directrice de Programme
Zambian Governance Foundation (Zambie)

Prof. Chris Maina Peter, Président du Conseil
Zanzibar Legal Services Center (Tanzanie)